

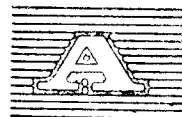
NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



UN LIBRARY

REC-111



Distr.  
LIMITEE

A/C.3/L.2195  
1er décembre 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 75 de l'ordre du jour

ANNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME, Y COMPRIS LES PROPOSITIONS ET  
RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ANNEE INTERNATIONALE  
DE LA FEMME

Afghanistan, Algérie, Bahreïn, Colombie, Egypte, Gambie, Ghana, Guyane,  
Iran, Jamaïque, Jordanie, Maroc, Mexique, Ouganda, Pakistan, Pérou,  
Philippines, République arabe libyenne, République Dominicaine, Roumanie,  
Sénégal, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, et Venezuela :  
projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3010 (XXVII) du 18 décembre 1972 proclamant  
l'année 1975 Année internationale de la femme,

Rappelant également les résolutions 1849 (LVI) et 1851 (LVI) du Conseil  
économique et social, en date du 16 mai 1974, convoquant une conférence inter-  
nationale pendant l'Année internationale de la femme en tant que point central  
des activités entreprises sur le plan international pour célébrer l'Année,

Rappelant en outre ses résolutions 3276 (XXIX) et 3277 (XXIX) du  
10 décembre 1974, ainsi que la résolution 1959 (LIX) du Conseil économique et  
social en date du 28 juillet 1975 concernant la Conférence mondiale de l'Année  
internationale de la femme,

Rappelant l'importance de la participation des femmes dans la mise en oeuvre  
des décisions des sixième et septième sessions spéciales de l'Assemblée générale  
ainsi que dans la réalisation du nouvel ordre économique international,

Ayant examiné le rapport de la Conférence mondiale (E/5725 et Add.1),

Ayant examiné également la note du Secrétaire général relative à la  
création d'un institut international de recherche et de formation pour la  
promotion de la femme (A/10340),

Convaincue que la Conférence mondiale, par l'adoption de la Déclaration de Mexico, du Plan d'action mondial et d'autres résolutions, a apporté une contribution utile et constructive à la réalisation des trois objectifs de l'Année, à savoir la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, la réalisation de la pleine intégration des femmes à l'effort global de développement et la promotion de la contribution des femmes au développement des relations amicales et de la coopération entre les Etats et au renforcement de la paix mondiale,

Considérant que les conférences et séminaires qui ont eu lieu durant l'Année internationale de la femme ont apporté une contribution utile et constructive à la mise en oeuvre des trois objectifs de l'Année,

Convaincue également que la promotion des objectifs du développement et la solution de problèmes économiques et sociaux cruciaux dans le monde devraient contribuer de façon appréciable à l'amélioration de la condition de la femme, en particulier des femmes dans les régions rurales et dans les groupes à faibles revenus,

Convaincue en outre que les femmes doivent jouer un rôle important dans la promotion, l'établissement et le maintien de la paix internationale,

Considérant que les décisions et recommandations de la Conférence devraient être traduites sans retard en mesures concrètes par les Etats, les organismes du système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales,

Rappelant que la Conférence a souligné le rôle important que peuvent jouer les commissions régionales dans l'application du Plan d'action mondial et des résolutions connexes,

Convaincue que des examens et évaluations périodiques complets des progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial et des résolutions connexes adoptés par la Conférence ont une importance cruciale pour leur application effective et que ces examens et évaluations devraient être effectués à intervalles réguliers par les gouvernements et les organismes du système des Nations Unies dans des délais convenus,

Notant que la Conférence a recommandé de maintenir en activité la Commission de la condition de la femme ou un autre organe représentatif du système des Nations Unies, spécialement conçu pour s'occuper des problèmes de la condition de la femme, de façon à assurer la mise en oeuvre des projets en cours visant à l'exécution des programmes énoncés dans le Plan d'action mondial,

1. Prend note du rapport de la Conférence mondiale (E/5725 et Add.1), y compris la Déclaration de Mexico sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix, le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, les plans d'action régionaux, et les résolutions et autres recommandations adoptées par la Conférence, et approuve les propositions d'action contenues dans ces documents;

2. Proclame la période 1976-1985 Décennie des Nations Unies de la femme : Egalité, Développement et Paix, devant être consacrée à une action nationale, régionale et internationale efficace et soutenue visant à appliquer le Plan d'action mondial et les résolutions connexes;

3. Fait appel aux gouvernements pour qu'ils étudient, en tant que question urgente, les recommandations contenues dans le Plan d'action mondial et les résolutions connexes, y compris des mesures à prendre à l'échelon national, telles que :

a) La définition d'objectifs à court, moyen et long terme et de priorités à cette fin, en tenant compte des directives énoncées dans les chapitres I et II du Plan, y compris les objectifs minimums à réaliser d'ici 1980 (E/5725, chap. I, par. 46);

b) L'adoption de stratégies, plans et programmes nationaux en vue de leur application dans le cadre des plans politiques et programmes de développement global;

c) La conduite d'examens et évaluations réguliers des progrès accomplis aux échelons national et local en vue de la réalisation des buts et objectifs du Plan dans le cadre des plans, politiques et programmes de développement global;

4. Prie le Secrétaire général de transmettre aux organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies et aux organismes du système des Nations Unies les décisions et recommandations de la Conférence;

5. Invite tous les organismes intéressés du système des Nations Unies :

a) A soumettre dans le cadre du Comité administratif de coordination au Conseil économique et social, à sa soixante-deuxième session, leurs propositions et suggestions concernant l'application du Plan d'action mondial et des résolutions connexes pendant la Décennie de la femme : Egalité, Développement et Paix, 1976-1985;

b) A élaborer et à appliquer au cours de la première moitié de la Décennie, 1976-1985, sous les auspices du Comité administratif de coordination, un programme interinstitutions commun à moyen terme en vue de l'intégration des femmes au développement, qui devrait coordonner et intégrer les activités entreprises conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus, en mettant spécialement l'accent sur la coopération technique dans des programmes concernant la femme et le développement;

c) A fournir, conformément aux demandes des gouvernements, une assistance continue pour la formulation, l'organisation, la mise en oeuvre et l'évaluation de projets et de programmes propres à favoriser l'intégration des femmes dans le développement au niveau national et international;

6. Invite les commissions régionales à élaborer et à appliquer, à titre prioritaire, des stratégies efficaces en vue de la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial aux échelons régional et sous-régional, en tenant compte de leurs plans d'action régionaux respectifs;

7. Demande instamment à toutes les institutions financières et à toutes les banques internationales, régionales et sous-régionales de développement, ainsi qu'aux organismes de financement bilatéral d'accorder un rang de priorité élevé, dans l'assistance au développement qu'ils fournissent en réponse aux demandes des gouvernements, aux projets propres à favoriser l'intégration des femmes au développement, particulièrement les femmes des zones rurales, ainsi que la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes, la priorité étant donnée aux pays disposant de moyens financiers limités;

8. Demande instamment aux organisations non gouvernementales, aux échelons national et international, de prendre toutes les mesures possibles en vue de contribuer à l'application du Plan d'action mondial et des résolutions connexes dans leurs domaines d'intérêt et de compétence particuliers;

9. Décide du principe de la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, et conformément à la résolution 26 de la Conférence mondiale, d'un Institut international de recherche et de formation pour la promotion des femmes qui serait financé par des contributions volontaires, et qui collaborerait avec les instituts de recherche économique et sociale pertinents nationaux, régionaux et internationaux;

10. Invite en conséquence le Secrétaire général à nommer, en tenant dûment compte du principe de la répartition géographique équitable, un groupe de cinq à dix experts chargé de définir le mandat et déterminer l'organisation structurelle de l'Institut en prenant spécialement en considération les besoins des femmes dans les pays en développement, et à présenter un rapport au Conseil économique et social à sa soixantième session sur la base des recommandations de ce groupe d'experts, et après avoir consulté les représentants des centres et/ou instituts régionaux de recherche et de formation ayant des objectifs et des buts similaires;

11. Affirme qu'un examen et une évaluation du Plan d'action mondial dans l'ensemble du système des Nations Unies devraient être entrepris tous les deux ans, et que ces examens et évaluations devraient faire partie intégrante de la procédure d'examen et d'évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, compte tenu du nouvel ordre économique international et des décisions découlant de la sixième et de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

12. Affirme que l'Assemblée générale et autres organes compétents devraient également examiner tous les deux ans les progrès réalisés dans la voie de l'égalité complète des femmes et des hommes dans tous les domaines, conformément aux normes internationales, et en particulier dans le domaine de la participation des femmes à la vie politique et à la coopération internationale ainsi qu'au renforcement de la paix internationale;

13. Exprime l'espoir que le Comité plénier spécial qui examinera le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies (E/AC.62/9) tiendra pleinement compte de la nécessité d'appliquer le Plan d'action mondial et les résolutions connexes de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme ainsi que des besoins de la Décennie de la femme : égalité, développement et paix, et fait appel au Comité spécial pour qu'il veille à ce que les mécanismes spécialement prévus pour s'occuper des questions relatives à la femme soient renforcés, compte tenu en particulier du rôle de la Commission de la condition de la femme et des procédures instaurées pour l'examen et l'évaluation du Plan d'action mondial dans l'ensemble du système des Nations Unies;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour de la trente et unième session de l'Assemblée générale une question intitulée "Décennie des Nations Unies de la femme : égalité, développement et paix";

15. Invite le Secrétaire général à présenter un rapport intérimaire à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session, sur les mesures prises en vue d'appliquer le Plan mondial et les résolutions connexes, et sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'instauration des procédures d'examen et d'évaluation du Plan et desdites résolutions par les Etats Membres, les organes de l'Organisation des Nations Unies, les commissions régionales, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales intéressées;

16. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Service du Secrétariat chargé des questions relatives à la femme dispose, si possible à partir des ressources existantes, de personnel et de ressources financières adéquats, de façon qu'il puisse s'acquitter des fonctions qui lui incombent en application du Plan d'action mondial, en coopération avec tous les organismes du système des Nations Unies;

17. Prie en outre le Secrétaire général, à la lumière du paragraphe 16 ci-dessus, de tenir pleinement compte des besoins qu'entraînera l'application du Plan d'action mondial et des résolutions connexes adoptées à la Conférence, lorsqu'il établira les montants révisés pour 1977 et le plan à moyen terme pour la période 1977-1981, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session, conformément aux procédures établies;

18. Demande instamment à tous les Etats, aux organismes du système des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, ainsi qu'aux moyens de communication de masse, de faire une large publicité aux réalisations et à l'importance de la Conférence aux échelons national, régional et international;

19. Prie le Secrétaire général, à titre hautement prioritaire et à partir des ressources existantes, de faire paraître une version simplifiée du Plan d'action mondial, sous forme d'une brochure publiée dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, qui mette en relief les buts, objectifs et principales recommandations concernant des mesures à prendre par les gouvernements,

les organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, et qui explique l'importance que l'application du Plan d'action mondial présente dans la vie quotidienne des femmes et des hommes dans le monde entier;

20. Décide de convoquer au milieu de la Décennie de la femme : égalité, développement et paix, en 1980, une conférence mondiale en vue d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, comme l'a recommandé la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, et d'ajuster selon que de besoin les programmes existants à la lumière des nouvelles données et recherches disponibles.

-----